



CAPE
Association des Collectifs
Autonomes de Parents d'Élèves



COMMUNIQUE

Mobilisation des familles du Pôle Rabat-Kénitra : pour une école d'excellence, sans hausse injustifiée des frais de scolarité

À la suite du courrier adressé ce jour par le Chef de Pôle de Rabat-Kénitra, Monsieur François Cuilhé, aux parents d'élèves des établissements en gestion directe de la Rabat et Kénitra, annonçant une hausse de 7 % des frais de scolarité à la rentrée prochaine, vos associations de parents d'élèves (APE) souhaitent vous apporter des explications claires, des chiffres transparents et des alternatives responsables.

Notre mobilisation collective commence à porter ses fruits.

Grâce à l'action coordonnée des parents de Rabat et de Kénitra, l'impact initialement envisagé en janvier 2026 — une augmentation de 4% couplée avec un Droit Annuel d'Inscription de 4000 Dhs — a pu être ramené à environ **3 500 dirhams** pour la rentrée prochaine avec la **suppression du Droit Annuel d'Inscription**.

Cette proposition de 7% a été faite à vos APE lors d'une réunion avec la Direction Générale de l'AEFE, la direction du pôle et l'ambassade de France au Maroc, tenue le 16/02/2026.

C'est une avancée significative qui démontre la légitimité de nos positions et de nos arguments et de la forte mobilisation des familles. Mais notre position est claire : **une hausse reste une hausse**.

Nous défendons le principe d'une **augmentation à 0 % pour l'année prochaine**. Les parents d'élèves de Rabat ne peuvent être condamnés à subir mécaniquement des augmentations annuelles, au seul motif que « tous les établissements augmentent dans le Monde, dont le Maroc », alors même qu'il existe au niveau du Pôle de Rabat-Kénitra un **fonds de réserve de près de 10 millions d'euros**, constitué précisément grâce aux augmentations successives appliquées depuis plus de quinze ans.

Ce fonds couvre **près de cinq fois** le besoin financier aujourd'hui avancé pour justifier la hausse de la rentrée prochaine.

Notre position sur le collège Saint-Exupéry

Nous soutenons pleinement la reconstruction du collège Saint-Exupéry car il arrive à la demande de vos APE pour améliorer les conditions d'accueil des élèves. Des travaux OUI, mais pas à n'importe quel prix, car le budget de **18,5 millions d'euros**, voté à Paris sans aucune concertation avec Rabat, interroge profondément :

- il représente près de **trois fois le coût de projets comparables au Maroc** ;
- le gros œuvre à lui seul reviendrait, selon nos estimations, à **7 000 dirhams/m²**, alors que les professionnels du secteur évoquent des références autour de **2 000 dirhams/m² maximum**.

Cette dérive budgétaire illustre les limites techniques et opérationnelles du pilotage actuel fait à partir de Paris, sans aucune connaissance des coûts au Maroc, tout en demandant aux familles de Rabat de payer ces montants exorbitants.

Notre solution concrète face aux augmentations proposées

Nous proposons une alternative responsable et immédiatement opérationnelle :

1. **Financer les pensions civiles** (environ **2 millions d'euros pour l'ensemble du Pôle Rabat-Kénitra**) directement à partir du fonds de réserve qui est suffisamment alimenté puisque il s'agit désormais de l'unique raison invoquée pour justifier la hausse annoncée.
2. **Engager la construction du collège Saint-Exupéry avec le solde du fonds**, en mettant en place une **task force locale d'experts indépendants**, telle que proposée par vos APE, pour piloter l'évaluation technique, le chiffrage et le suivi du projet.

Ce modèle permettrait :

- d'éviter toute augmentation injustifiée des frais de scolarité,
- de garantir un projet à la hauteur de nos enfants,
- et d'assurer une maîtrise réelle des coûts, dans un esprit de co-construction avec les familles qui ont été, jusqu'à présent, les seuls à financer ce projet de construction.

Appel aux compétences des parents

Nous lançons un appel à tous les parents disposant d'une **expertise en architecture**, bureaux **d'études**, bureaux de **contrôle, construction**, architecte **paysagiste** à nous contacter afin de contribuer bénévolement à l'élaboration d'un projet optimisé, transparent et dimensionné au juste besoin.

Nous estimons que comme les parents financent à 100% ce projet, ils doivent pouvoir participer, en toute autonomie, à son évaluation et au chiffrage des investissements.

Une question simple demeure :

Pourquoi augmenter les frais de scolarité alors qu'un fonds de réserve de 10 millions d'euros existe et couvre largement les besoins invoqués ?

Nous restons mobilisés pour une école française en gestion directe à Rabat, accessible, équitable qui soit gérée avec rigueur et la plus grande sincérité budgétaire, dans l'intérêt premier des élèves et des familles.